

T2137 - 356 - 4,00 F

le monde libertaire

redaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

N° 356 JEUDI 1^{er} MAI 4,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

LUTTONS POUR NOTRE ÉMANCIPATION TOTALE !



LE PÈRE PEINARD



Au temps où la fripouillerie réformarde n'avait pas encore chloroformisé le mouvement ouvrier du pays, de chouettes trucs étaient parfois mis en branle pour faire toucher terre à des tailliers particulièrement carnes. Ça pouvait se résumer sous la choucarde expression, aujourd'hui rangée au musée des souvenirs : action directe ! Parmi ces trucs bonnards figurait la grève de solidarité, qui consistait à arrêter le boulot dans le but de filer un coup de paluche à des collègues lancés dans une dure bataille. Il est évident que ce genre d'action ne peut être appliqué à toutes les sauces. Y'a par-tout, à tous moments, trop de zignes en butte à la racaille patronale pour qu'on se croise les bras toutes les cinq minutes, encore que cela pourrait mettre fin à ce monde pourri, si la politcaillerie ne se mêlait pas de la partie à tout bout de champ. Pourtant, y'a parfois des gars bien décidés qui se lancent dans des mouvements à faire rougir nos habitués des « grèves de 24 heures », et qu'auraient bien besoin d'un petit coup de pouce dans des moments où la victoire est à portée de la main. C'est le cas aujourd'hui des mecs du métro parisien, qui ont remis les balais au vestiaire depuis plus d'un mois et qui se démènent dans une solitude écœurante. Si y'a pourtant en ce moment une occase sur laquelle devraient sauter les travailleurs pour retrouver un sentiment de classe bien oublié et une dignité perdue dans une confiance renouvelée au gang Sé-

Et la solidarité, bordel ?

guy-Maire-Bergeron, c'est bien cette grève des balayeurs du métropolitain !

Immigrés pour la plupart, c'est-à-dire taillables et corvéables à merci, en proie à la connerie raciste galopante et aux tracasseries de la flicaille de la capitale, payés à coups de lance-pierres et esclaves d'un boulot dégueulasse, toutes les conditions sont ici réunies pour que la solidarité joue à plein. Au lieu de ça, c'est le baratin habituel, comme quoi ils ont bien raison, qu'on est de tout cœur avec eux, que ce sont de braves gars... qui n'en continuent pas moins de s'agiter tous seuls dans leur caca. Au bout d'un mois d'arrêt de boulot, tout le monde sait pourtant qu'on se nourrit pas d'encouragements, surtout quand la paye était jusque là de 2300 balles par mois ! Alors les beaux discours, ça va comme ça ! En premier lieu, il est incroyable de voir que les conducteurs du métro n'aient pas encore levé le petit doigt pour aider leurs potes. Le nettoyage des vestiaires et des douches, où ces messieurs se désappent et vont se laver les pinceaux, ça vaut pourtant bien qu'on leur retourne l'ascenseur, non de dieu ! Mieux que ça, les conducteurs ont bien pensé arrêter le turbin, mais attention, pas pour tendre la poigne aux balayeurs - ces gens-là sont pas du même monde ! -, mais parce qu'avec l'entassement des ordures leurs conditions de travail devenaient pénibles. Il est bath le sens de la solidarité chez les travailleurs !...

Face à
l'Etat et
aux patrons

une seule
réponse

L'augmentation
des salaires
Les 35 heures

PAGE 8

FOP.2520



Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

ALLIER : MOULINS
 AUBE : TROYES
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
 DOUBS : BESANÇON
 EURE : EVREUX
 GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL
 GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC
 HERAULT : BEZIERS - MONTPELLIER
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 LOIRE : ST. ETIENNE
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MORBIHAN : LORIENT
 NORD : LILLE-VALENCIENNES
 OISE : CREIL
 ORNE : LA FERTE-MACÉ - FLERS
 PAS-DE-CALAIS : HENIN-BEAUMONT
 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BAYONNE
 - BIARRITZ
 HT-RHIN : MULHOUSE
 RHONE : LYON
 SEINE-MARITIME : ROUEN-LE HAVRE
 SOMME : AMIENS
 VAR : RÉGION TOULONNAISE
 VENDÉE : GROUPE LIBERTAIRE VENDEEN
 HTE-VIENNE : LIMOGES
 YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE
 BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2^e, 5^e, 6^e, 7^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.
 BANLIEUE SUD
 - FRESNES-ANTONY
 - FRESNES NORD, L'HAY
 - MASSY-PALAISEAU
 - ORSAY-BURES
 - RIS-ORANGIS
 - CORBEIL-ESSONNES
 - DRAVEIL
 - THIAIS, CHOISY
 - MASSY
 - VILLEJUIF
 - MAISONS-ALFORT, ALFORTVILLE
 BANLIEUE EST
 - GAGNY, NEUILLY-SUR-SEINE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY
 BANLIEUE OUEST
 - NANTERRE, RUEIL
 - VERNEUIL, LES MUREAUX
 BANLIEUE NORD
 - VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST. OUEIN
 - DOMONT
 - ARGENTEUIL, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY

LIAISONS

Aubenas, Laval, Metz, Saintes, Thonon-les-Bains, Marennes-Oléron, Salon, Ardennes, Soissons, Vierzon, Bégard, Concarneau, Brest, Cannes, Laon, Orléans, Cherbourg, Parthenay, Le Vigan, St. Sever, Vandôme, Toulouse, Blois, St. Brieu, Bas-Rhin, Nord Seine-et-Marne, Maulé, La Roche-sur-Yon, Montauban, Poitiers, Nord de la Hte-Vienne, Epinal, Noyon, Florac, Ajaccio, Bastia, Angoulême, Anizy-le-Château, La Mans, Hyères, La Seine-sur-Mer.

LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON INTER-ENTREPRISES
 DES ORGANISMES SOCIAUX
 - LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - LIAISON DU LIVRE
 - CERCLE INTER-BANQUES

Groupe départemental du Gard : écrire à CGES, B.P. 3044 - 30002 Nîmes-Cédex

Groupe de Troyes : les 1^{er} et 3^{er} mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Charles Gros (1^{er} porte à gauche)

Groupe de Tours : Pour tous contacts, écrire à Claude Garcera, B.P. 2141, 37021 Tours-Cédex

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h à la MJC La Paillette

Groupe libertaire d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poëliers à Angers

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 16 h, au local « Culture et Liberté », 72 bd Eugène Pierre à Marseille

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h, au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon

Groupe L'entraide (Havre et région) : dans les locaux du C.E.S., 16 rue Jules Tellier au Havre, permanence les lundis, mercredis, samedis de 18 à 19 h

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h, et le samedi de 14 à 18 h, en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux

Groupe d'Amiens : peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80330 Longueau

Groupe d'Evreux : Cercle d'Etudes Sociales B.P. 237 - 27002 Evreux-Cédex

Groupe de Rouen : le samedi de 15 à 17 h, rue du Gros-Horloge

Groupe Nestor Makhno de St Etienne : tous les jeudis à partir de 19 h, au local 15 bis CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St. Etienne

Groupe libertaire vendéen : B.P. 12 - 85170 Le Poiré-sur-Vie

Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26 rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES)

Liaison Blois : B.P. 803 - 41008 Blois-Cédex

Groupe Eugène Varlin : Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (15^e), métro Boucicaud, tous les mercredis de 19 à 20 h

Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h, le mercredi de 16 à 19 h, (en même temps que la permanence du collectif IVC), le samedi de 17 à 19 h, 10 rue Robert Planquette, Paris 18^e

Groupe Voline : 26 rue Piat, Paris 20^e, tous les samedis de 14 à 16 h

Groupe Fresnes-Antony : mercredi, jeudi, vendredi de 14 à 19 h, samedi de 10 à 19 h, dimanche de 10 à 13 h, 34 rue de Fresnes à Antony, métro Antony (tél. 668-48-58)

Groupe d'Argenteuil : tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant à Argenteuil (au fond de la cour)

Groupe libertaire Sevrans-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libéraires Centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées - 93140 Bondy

Groupe Massy-Palaiseau : tous les samedis de 10 à 15 h, au 34 rue de Fresnes à Antony (métro Antony) tél. 668-48-58

Groupe de Montreuil-Rosny : les 1^{er} et 3^{er} mercredis du mois de 19 à 20 h 30 au Centre Jean-Lurçat, place du Marché de la Croix-de-Chavaux, salle du GREER

Permanence des Relations Intérieures tous les samedis de 14 à 17 h. 3 rue Ternaux Paris 11^e

COMMUNIQUÉS

Une liaison F.A. vient de se créer dans le Bas-Rhin. Les sympathisants intéressés peuvent prendre contact par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Les sympathisants intéressés par la propagande anarchiste dans les Cévennes peuvent prendre contact avec les liaisons de Florac et de Le Vigan par l'intermédiaire des R.I.

Le groupe libertaire Armand Robin invite les libertaires du Finistère à le rejoindre afin de développer et d'amplifier l'action anarchiste et anarcho-syndicaliste dans la région. Ecrire au Cercle d'Etudes Sociales, Brest-St. Pierre, BP 6 - 29278 Brest-Cédex.

Le groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne vient de sortir le premier numéro de son bulletin ACTE. Il l'adressera aux groupes et aux copains intéressés contre 2 F. en timbres-poste.

Informations Publico

Afin de soutenir Publico et le Monde Libertaire dans leur changement de local, un certain nombre de numéros du Monde Libertaire des années 1955 à 1971 sont disponibles à Publico au prix de 10 F le numéro.

Dans la mesure où le nombre de certains numéros est limité, nous vous demandons que les commandes soient faites dans un espace d'une quinzaine jours. Les numéros disponibles : du n° 4 au n° 23 inclus, les numéros 25, 28, 30, du n° 31 au n° 34 inclus, les numéros 37, 48, 54, 56, 57, 59, 60, 62, 63, 67, 68, 70, 72, 74, 78, 81, 100, 155, 162, du n° 165 au n° 168 inclus. PLUS LE NUMERO SPECIAL DE JUIN 1968

VOUS POUVEZ NOUS ECRIRE POUR NOUS DEMANDER NOTRE DERNIER CATALOGUE DES OUVRAGES EN VENTE A PUBLICO.

TOUT ACHAT DE 100 F ET PLUS FAIT SUR PLACE A PUBLICO DONNE DROIT A UN LIVRE GRATUIT A CHOISIR DANS UNE LISTE D'OUVRAGES DEPRECIES.

Permanences antimilitaristes

Tous les samedis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17 rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 13 à 15 h 10 rue Robert Planquette Paris 18^e (M^o Blanche)

Tous les samedis de 15 à 18 h 26 rue du Wad-Billy Metz - Tél. 74-41-58

Directeur de la publication Maurice Laisant
 Commission paritaire n° 55 636
 Imprimerie « Les marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépot légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205-Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Le groupe d'Evreux organise LE 3 MAI à la MJC d'Evreux une journée sur le thème Luttons contre la militarisation avec M. Picqueray et M. Laisant et à partir de 20 h 30 Serge Uigé-Royo et le Collectif Tout Va bien qui présentera une série de sketches sur les TPA et la psychiatrie militaire et un montage audio-visuel intitulé : « La grande Muette »

Le groupe de Troyes « Les Temps Nouveaux » organise en son local 17 rue Charles Gros à Troyes (1^{er} porte à gauche) une suite de ses débats sur le thème Perspectives anarcho-syndicalistes LES SAMEDIS 6 ET 20 MAI

Le groupe d'Evreux organise une permanence antimilitariste et une soirée-débat sur ce sujet à partir de 18 h 30 salle des Associations (derrière la mairie d'Evreux) LE 10 MAI

Le groupe Fresnes-Antony organise un meeting antimilitariste LE 8 MAI à 20 h 30 à la salle de la Mairie de Fresnes (bus 187 Porte d'Orléans)

L'ANTIMILITARISME une conférence de M. Laisant organisée par l'Union Pacifiste et la Fédération Anarchiste MERCREDI 28 MAI à 20 h 15 Mairie de Valenciennes

Pour un nouveau local pour la librairie PUBLICO souscrivez

L'ARMÉE BOURREAU DU PEUPLE de tous temps, en tout lieu



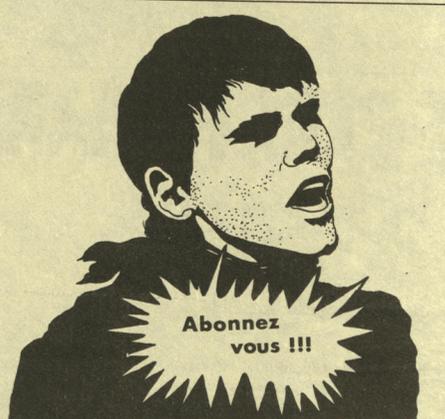
Affiche éditée par le groupe Sacco-Vanzetti

0,60 F l'unité
 2 F au-dessous de 10 exemplaires

PAS DE COMMANDE AU-DESSOUS de 10 EXEMPLAIRES

FÉDÉRATION ANARCHISTE

1960 AFGHANISTAN
 1970 ARGENTINE
 1973 CHILI
 1968 PRAGUE
 1968 BUDAPEST
 1936 ESPAGNE
 1921 URSS
 1921 KRONSTADT
 1971 COMMUNE DE PARIS



Abonnez vous !!!

LE MONDE LIBERTAIRE
 Rédaction-Administration : 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tél. 805.34.08 CCP Publico 11289-15 Paris

TARIF		
	Sous pli fermé	Etranger
France	50 F	78 F
3 mois	150 F	210 F
6 mois	280 F	410 F
12 mois	550 F	810 F

Tarif Etranger: RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada

BULLETIN D'ABONNEMENT
 à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.

en bref...en bref...

Nouvelles interdictions professionnelles.
Deux des co-inculpés, respectivement instituteur et professeur de collège, parmi les dix antimilitaristes jugés le 23 avril à Marseille pour « provocation à l'insoumission... », par voie de tracts au cours d'une foire le 31 mars 1977 (cf. compte rendu du M.L.), ont été suspendus de leur fonction par l'Education Nationale. Bien que le Parquet n'ait pas rendu son jugement, nous pouvons voir que Beullac n'admet pas dans ses personnels enseignants une « certaine catégorie d'individus ». Reprenant le leitmotiv de Barre qui n'accepte aucun laxisme à l'E.N., le sieur Beullac applique à la lettre les textes et décrets régissant « l'honneur » du bon enseignement donné à nos enfants ; aucun accroc, donc, ne sera fait à une morale de cocorico national dans les locaux scolaires !

Marc Holleintein, insoumis d'Aubenas, a été arrêté le 14 avril et a été conduit au camp de Sathonay où il est aux arrêts de rigueur. Il est en grève de la faim. Pour tout soutien, écrire à Marc Holleintein, Arrêts de rigueur, 99^e Régime d'Infanterie 69140 Sathonay.

La préfecture des Ardennes fait savoir qu'une enquête d'utilité publique est ouverte pour le projet de construction d'une centrale nucléaire à Choix (Ardennes) et modification du plan sommaire d'urbanisme...
Après Plogoff on peut douter de son utilité.

Sommaire

- PAGE 1 Et la solidarité, bordel ?
- PAGE 2 Activités F.A. Informations Publico
- PAGE 3 En bref « Super » marché de la cognie Grève à Castellon Communiqués
- PAGE 4 Chèques postaux Fonction publique
- PAGE 5 Colonisation et décolonisation Dieu et religion
- PAGE 6 Informations Internationales
- PAGE 7 Livres Henry Poulaillé n'est plus Bande dessinée
- PAGE 8 Augmentation des salaires, trente-cinq heures

Aux éditions des fédéralistes européens

Communisme d'Etat ou socialisme libertaire 7,50 F
Esquisse d'une économie fédéraliste 7,50 F

En vente à Publico

Aux éditions du Monde Libertaire

L'anarchie et la société moderne de M. Joyeux

En vente à Publico : 25 F

« Super » marché de la cognie

Il y a peu de temps, au Havre, dans un de ces géants de l'hyper-consommation, un jeune Portugais s'est vu cogné par le service d'ordre du magasin AUCHAN du Mont Gailard. Cela n'est pas nouveau ; déjà il y a quelques mois, un client était mort d'une crise cardiaque dans les mêmes conditions. Cette grande surface, comme beaucoup d'autres, utilise des nervis qui, les ayant vus à l'œuvre lors d'une distribution de tracts, n'ont rien à envier aux flics et autres racailles, légales, elles.

Ce fait divers, il faut en parler, mais surtout il faut s'interroger sur le développement-éclair de ces prétendues « agences de sécurité ». Depuis quelques années l'on ne compte plus les exactions de ces « travailleurs » bien spéciaux. Sans remonter à Tramoni, chaque jour des dingues le plus souvent armés, se baladent « Ray Ban glacé » et allure de cow-boys dans tous les lieux publics, prouvant par leur présence et leur attitude qu'ils défendent la propriété contre les « voyous ». Bien souvent caractérisés, experts du nunchaku ou autre jouet pour brutes, ils trouvent la possibilité de passer leur agressivité tout en tirant rémunération de leurs talents. Flics

virés de la police pour tabassages (eh oui !), anciens militaires, boxeurs ou « sportifs » de combat qui en ont marre de l'entraînement et veulent passer leurs nerfs, se retrouvent, chauffés à blanc par la direction, lancés à la chasse aux loubarbs.

Il est important pour nous autoritaires de dénoncer ce genre de pratiques dans les magasins, dans les boîtes où l'on danse, au boulot, à l'école, des cognieurs font leur boulot en toute illégalité (la loi, on s'en fout, direz-vous, mais il faut savoir l'utiliser à bon escient, puisque, pour l'instant, elle est là). Alors rappelons que les feuilles sont illégales sans la présence d'un officier de police judiciaire, que la garde à vue par des organismes privés est possible des peines destinées aux prises d'otages, que l'on est en aucun cas obligé de présenter ses papiers à qui que ce soit en dehors d'une enquête de P.J. et ayons toujours en tête que le premier flic est celui que l'on a dans sa tête, souvent par ignorance de nos droits (limités).

Propagateurs de tels conseils autour nous et n'hésitons pas à rappeler partout que pour nous anarchistes toutes les contraintes nous les combattons.
J.C. BARETTE (gr. L'Entraide)

Grève en Castellon

Nous, travailleurs de Laminaciones à Lesaca (Castellon) ainsi que les autres ouvriers du groupe industriel sidérurgique espagnol, sommes en grève illimitée depuis le 12 mars.

Nous luttons pour les objectifs concrets suivants :
- Refus total du plan de restructuration de la sidérurgie que veut imposer le patronat,
- contre le blocage des salaires du pacte salarial signé par le patronat (CEOE) et l'UGT,
- pour une convention juste,
- contre la répression patronale.

Le patronat offrait au début 4% d'augmentation de salaire, une convention pour deux ans, un blocage des pensions et des aides au logement, et bien d'autres mesures anti-ouvrières : « tout un plan de sauvegarde », comme l'on voit.

La réponse fut un NON catégorique et nous entamons une suite de grèves tournantes qui ne donnèrent pas de résultats. Nous nous décidions alors pour la grève illimitée.

Nous maintenons à ce jour une lutte très dure du fait du boycott patronal qui se refuse à négocier.

En rejetant les méthodes légalistes et bureaucratiques, notre

action directe a répondu efficacement au dernier projet stupide et prétentieux du patronat qui voulait véhiculer la lutte sur un terrain légaliste.

Le patronat est en train de perdre la grève, et il le sait ; c'est pourquoi il essaie d'éterniser la lutte pour voir si nous cédonns, devant une telle attitude, l'Unité complète est maintenue parce que nous savons que c'est le meilleur moyen de remporter la victoire.

Aujourd'hui 12 avril, alors que nous nous rendions à Bilbao pour tâcher de négocier, la police, avec toute la brutalité terroriste, a occupé l'usine et arrêté quelques compagnons.

La grève dure depuis plus d'un mois et le portefeuille des travailleurs se vide comme il est naturel dans cette société.

Nous faisons un appel à tous les travailleurs afin qu'ils soutiennent et diffusent notre lutte.

Le capital est international et emploie partout les mêmes méthodes, de ce fait, la réponse et le soutien des travailleurs doivent être INTERNATIONAUX. Salud y Anarquía.

Section syndicale de la C.N.T. de Laminaciones de Lesaca (Castellon)

Communiqué

Pour un Premier Mai révolutionnaire

Ce Premier Mai, bien que se maintenant dans les limites réformistes tracées par la foire au muguet, verra un éclatement des cortèges syndicaux. Les désaccords entre les syndicats sont les reflets des divergences entre les ex-signataires du programme commun. Cette rupture entre les confédérations, porte-parole direct des intérêts particuliers et spécifiques des partis, est à mettre à l'actif de l'attentisme qu'elles ont imposé ces deux dernières années aux travailleurs, pour ne pas contrecarrer une hypothétique accession au pouvoir de la défunte union de la gauche. Héritant d'un consensus social entretenu autant par le patronat que par les directions syndicales, le 1^{er} mai 1980 n'est qu'une journée de fête du travail où tout un chacun dénombre ses forces.

Mais le 1^{er} mai n'est ni la fête du muguet ni celle du travail : il demeure la journée internationale de lutte des travailleurs ! Revenir à un 1^{er} mai révolutionnaire, ce n'est pas préparer un terrain social et politique sur lequel s'appuieront les discours électoraux des futurs candidats aux présidentielles !

Symbole de la lutte internationale de la classe ouvrière contre le capitalisme, il n'appartient ni aux bureaucraties syndicales ni aux directions des partis, mais bien aux travailleurs eux-mêmes ! La convergence des forces de la classe ouvrière ne sera pas le fait d'une unité factice des états-majors, mais celui du regroupement du prolétariat sur un terrain de classe. Revenir à un 1^{er} mai révolutionnaire, c'est poursuivre les formes de lutte radicale qu'une part importante des travailleurs (fonction publique, nettoyeurs du métro, Darbois...) impose dans les entreprises pour s'opposer aux effets de la restructuration du capitalisme.

Et c'est dans ce cadre où les travailleurs, dépassant le corporatisme, se coordonnent pour combattre les répercussions de la récession économique, que le 1^{er} mai restera une journée de lutte révolutionnaire.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Compte rendu de la marche de résistance à la militarisation

C'est dans le cadre de la journée de résistance à la militarisation qu'ont manifesté six mille personnes de la Place des Fêtes au Cours de Vincennes.

Malgré le nombre très important d'organisations signataires (MAN, UPF, MRG, CCA, MDPL, MIR, PSU, FA, etc.) : sur le terrain, on remarquait surtout la présence des cortèges du PSU et de la F.A. (environ un millier de personnes dans notre cortège).

Après un dépôt de gerbes au Mur des Fédérés, la manifestation reprenait son chemin. Le cortège passant dans les quartiers les plus populaires de Paris fut bien accueilli par la population.

L'ambiance détendue et non-chalante de la manifestation explique-t-il le peu d'incidents le long du parcours ? Une poignée de manifestants s'en prirent à

des éléments symboliques tels un commissariat, un local RPR et surtout des drapeaux tricolores... l'ensemble de la marche continuant sa route dans le calme.

C'est au niveau du Cours de Vincennes que sans raison les forces de l'ordre obstruaient la rue. Pour autoriser la continuation de la marche, elles lancèrent un ultimatum : purger de ses éléments dits incontrôlés la manifestation, en clair les livrer aux CRS. Cet ultimatum reprenait son chemin. La décision du commissaire de quartier qui était favorable à la continuation de la marche.

Face à la provocation policière, le cortège piétina, puis s'est dissout, ne pouvant envisager une autre alternative compte tenu du rapport de force.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Librairie PUBLICO
3 rue Ternaux
75011 PARIS

du mardi au samedi
de 10 h 30 à 19 h

P. T. T

GRÈVES AUX CHÈQUES POSTAUX

L'atmosphère était tendue ce jeudi matin, 17 avril, aux Chèques postaux de Paris (voir « En Bref » dans le précédent M.L.). L'administration des PTT devait faire connaître au personnel les modalités de récupération du samedi libre supplémentaire.

Flash-back

-1968 : La France est immobilisée par les événements que l'on sait, les PTT et notamment les Chèques postaux se joignent à la lutte générale et ce sont les accords de Grenelle qui nous donnent entre autres le samedi après-midi de libre.

- 1974 : Des idiots (c'est la nomination que nous donne M. Long, ministre PTT de l'époque) par milliers se mettent en grève aux PTT, et après cinq semaines de lutte, nous obtenons un samedi libre supplémentaire.

- 1979/80 : Depuis de nombreux mois le personnel des Chèques même la vie dure à la direction.

Manifestation à la direction, délégation de masse chez les chefs de Centre, pétitions, A.G. sur le temps de travail, grève de 24 heures...

Toute la panoplie a été utilisée ! Toutes ces actions, proposées le plus souvent par la CGT et la CFDT (parfois isolément, parfois dans l'unité), n'ont apporté que dans le plus fort des luttes 20 à 25% de grévistes.

Les propositions d'action étaient bien en dessous de l'aspiration du personnel - qui pourtant s'en remettait toujours aux syndicats, en suiviste - quoiqu'elles maintenaient une mobilisation, une « ambiance » non négligeable. Lorsque le personnel apprit que les mesures d'application qui devaient entrer en vigueur dès le samedi 19 avril, étaient repoussées au 17 mai, sur ordre du cabinet du premier ministre, il débrya immédiatement en A.G., appelée par les trois organisations syndicales, CGT, CFDT, FO.

C'est un hall noir de monde qui vota massivement la grève, après avoir fortement hué et sifflé à deux reprises la CGT qui ne voulait rien faire ce jour, mais miser sur sa grève interprofessionnelle du 24 avril ! Une manifestation fut votée également et 2 500 travailleurs et travailleuses se retrouvèrent dans la rue, pour aller crier leur indignation au ministère des PTT. 2 500 qui étaient prêts à se battre contre la récupération et contre la politique d'austérité de Giscard-Barre-Seguard. 2 500 décidés à ne pas vouloir accepter la restructuration du système capitaliste.

Aux CCP, les hommes et les femmes vendent beaucoup moins cher leur force de travail que dans les banques. Le traitement d'un chèque est deux fois moins coûteux aux CCP. Les suppressions d'emplois vont bon train à cause de la télématique. Les agents des Chèques ne sont plus que de simples rouges, des auxiliaires de l'ordinateur. Des doigts qui tapent, des yeux qui regardent, 390 emplois vont être supprimés à Paris-Chèques pour l'année 80, car « il y a trop d'agents insuffisamment employés (rapport Rippert) ». Vingt mille jeunes reçus à des concours externes PTT attendent - certains depuis plus d'un an - d'être nommés.

C'est dans ce contexte que le personnel alla manifester au ministère dans l'unité des trois organisations syndicales, chose rare !

Au ministère, ce n'est pas Seguard que l'on a vu, mais les CRS, les gardes mobiles. Voilà la réponse de l'administration. Voilà le réflexe du gouvernement lorsque les agents de l'Etat-patron se mettent en grève sauvage, sur le tas, lorsqu'ils occupent la rue, sans aucune autorisation. Ils nous envoient leurs chiens, leurs fidèles valets. Mais du reste, que pouvions-nous attendre d'autre ?

Vendredi après-midi, après avoir reconduit la grève en A.G., et après que la CGT appelant à retourner au travail se fit huer une nouvelle fois, une nouvelle manifestation se rendit à la Direc-

tion Centres Financiers Informatiques (DCF). Le directeur refusant de recevoir les grévistes, à tout de même transmis, par l'intermédiaire d'un sous-fifre que la position du ministère était inchangée : les samedis libres sans récupération n'étaient pas accordés et les mesures toujours repoussées.

Il faut souligner cependant que seule la CFDT est montée jusqu'au septième étage voir, avec le personnel, le directeur, la CGT préférant faire semblant d'attendre le bus ! Occuper les locaux de la direction, voilà une attitude non responsable pour les « responsables » PC de la CGT. Quant à FO, c'est normal qu'elle ait préféré rester dehors, le directeur de la DCFI est syndiqué à... FO. Voilà un comportement bien différent des discours virulents que tiennent les responsables OCI de FO lors des A.G. : « grève totale illimitée, jusqu'à satisfaction ! ».

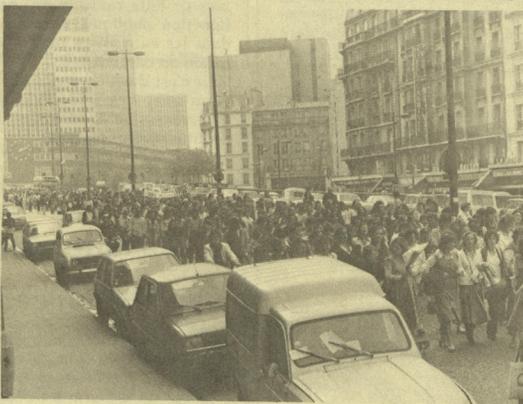


photo P. Caille

Dure réalité pour le personnel que cette division des syndicats qui se fit au grand jour. L'attitude intransigente de certains, les rivalités trotskystes des autres (LO à la CGT, LCR à la CFDT, OCI à FO), le manque de cohésion, l'impossibilité de s'entendre sur des points communs, l'attitude diviseuse, mensongère... et stalinienne des gens du PC, tout cela fit que le mouvement ne tint pas le week-end, et hormis une trentaine de jusqu'aboutistes qui fit grève le lundi, l'ensemble du personnel reprit le travail.

Le mercredi 23, la direction confirma qu'il y aurait récupération du troisième samedi chômé et que les modalités allaient commencer dès le samedi 26 avril (deuxième volte-face de l'administration qui ne se gêne pas pour modifier les dates et pour jouer avec le personnel comme on joue avec des pions !).

Ainsi, par l'attitude de division de certains syndicats et par des rivalités politiciennes au niveau local, par l'attitude inacceptable des fédérations syndicales qui ont pris la responsabilité de ne pas vouloir coordonner les mouvements des autres postiers, alors que 11 centres sur 18 étaient en grève, et certains à 75% (!), de plus avec l'ignoble intervention de M. Lebellier, secrétaire fédéral de la CFDT/PTT qui se permet de dire, dans un article du *Matin* paru le 22 avril, que les grèves des Chèques étaient inutiles ; il était impossible d'aller plus loin.

A la lecture de ces événements, il ne faudrait surtout pas croire que la situation était idyllique et que ce sont les permanents syndicaux qui ont trahi le mouvement en s'associant de la sorte à l'attitude de l'administration. Malgré de nombreuses A.G., la véritable démocratie n'a pas eu lieu, peu de gens ont contribué à ces temps forts de l'expression individuelle. Comme d'habitude les ténors de la politique, qu'ils soient

responsables syndicaux ou d'organisations gauchistes, ont profondément marqué de leur empreinte les débats d'A.G. Le personnel, pourtant prêt à se battre, - il n'y a jamais eu autant de grévistes pendant ces deux jours - alors que cette grève était sauvage, illégale (il faut savoir que dans l'administration il faut prévenir la direction cinq jours francs avant de partir en grève, c'est le préavis) n'a jamais pu s'exprimer lui-même, il n'a pas pu se prendre en main, le personnel n'a pu maîtriser sa lutte, son combat. Il a essayé, c'est bien, mais il a eu fort à faire, face à certains.

Nous disons, nous anarchistes, que les A.G. ne sont pas des ventes de poissons à la criée, que la démocratie directe s'exprime en terme de mandat, de contrôle et de révocation à tout instant, que l'action directe ne consiste pas à crier très fort et à frapper très fort n'importe comment, c'est le prolongement

de la démocratie directe, c'est l'action mûrement réfléchie, sans intermédiaire, c'est la prise en charge de la lutte par les gens eux-mêmes. Aussi nous disons qu'il ne sert à rien de crier « unité des syndicats » pour aboutir, l'unité à la base vaut mieux que l'unité des syndicats, ne clamons pas l'unité des appareils fossoyeurs. L'unité, c'est celle du personnel, c'est celle des travailleurs, qu'il faut réaliser, et c'est à ceux-ci de se doter des moyens adéquats à leur émancipation.

De plus nous disons qu'à un stade purement réformiste les acquis que nous avons obtenus aux Chèques, n'ont été obtenus qu'à la suite de grandes grèves dans lesquelles plusieurs milliers de travailleurs se sont jetés avec volonté, hargne et ténacité.

Nous disons, pour conclure, que si effectivement la lutte pour la réduction du temps de travail est une lutte importante, c'est un leurre. Réduire le temps de travail, le patronat ne le fera que si l'évolution technologique ou si les travailleurs acceptent de produire plus en moins de temps, lui permettant de ne pas diminuer son profit. De plus, vu l'état actuel du capitalisme international, il ne saurait être question pour lui d'embaucher du personnel supplémentaire, d'autant plus que dans les pays fortement industrialisés, les travailleurs vendent plus cher leur force de travail que les travailleurs du Tiers-Monde. Aussi nous disons que si effectivement nous devons participer à toutes les luttes revendicatives, réformistes, nous devons dire que c'est dans ces luttes que les travailleurs doivent se former, forger leur force, développer leur capacité politique pour arriver finalement à un stade supérieur de la revendication et en fait arriver à une rupture définitive avec le capitalisme.

J.S. (Gestion Directe - PTT)

Après ces journées de grève nationale :

où en est la fonction publique ?

Les enseignants ont fait une des journées : interviews des responsables syndicaux, de Beullac, écoles désertes, manifestations régionales.

Le 24 avril, la CGT a rallié la FEN et a pu faire une démonstration imposante de cortèges militants. En deux mots la fonction publique s'est mobilisée durant cette semaine. Depuis dix ans, c'est la première fois que nous pouvons voir les syndicats de la FEN appeler conjointement à une grève nationale et la CFDT et la CGT se joindre au mouvement. Après deux journées de démonstration, une semaine d'action, que se passe-t-il dans la fonction publique ?

Le 24 a permis à la CGT, à la suite des divergences sur le Premier Mai, de montrer sa force dans le secteur nationalisé et d'en appeler à l'unité de tous les travailleurs sur son terrain : rien de changé au royaume de la bureaucratie ! A la suite de la grève des instituteurs de la région parisienne au cours du deuxième trimestre, la montée du mécontentement des syndiqués de base et surtout la volonté du ministère de ne pas céder et de maintenir sa politique de redéploiement, la FEN fut dans l'obligation de lancer simultanément des mots d'ordre de grèves nationales pour d'une part court-circuiter un mécontentement qu'elle ne contrôlait plus et de hausser le ton sans pour autant quitter les terrains glissants des actions circonstancielles, qui, de par leur fonction (entériner ou appuyer des négociations), n'offrent nullement les moyens pour les travailleurs de l'Education Nationale de combattre sérieusement les menées anti-ouvrières du ministère.

Ces journées d'action ne suffisent pas par elles-mêmes pour s'opposer aux fermetures de classes, dictées par la volonté des directions syndicales de ne pas mener un combat en profondeur, elles montrent - de par leur suivisme - le malaise croissant des travailleurs de la fonction publique. Ce malaise est dû autant à une récession constante du niveau de vie, à la détérioration des conditions de travail qu'au sentiment justifié du don quichotisme des journées d'action. Le cercle est bouclé : l'ensemble des travailleurs de l'Education Nationale ressentent la nécessité de sortir des sables mouvants du punctualisme sans objectif à long terme et sans aucune consistance syndicale, sans pour autant vouloir adopter dans ces temps troublés de récession économique les moyens d'action offerts par un mouvement révolutionnaire. Et cela les directions syndicales en sont bien conscientes : sinon nous ne les aurions pas vues se lancer dans des journées d'action à tout rompre qui n'apportent qu'une réponse tiède au redéploiement, et connaissant la force des ap-

pareils, laisser pourrir dans l'œuf un malaise plus ou moins mis à jour par les mouvements de grève du second trimestre.

Les enseignants ont profité des 24 et 25 avril pour tenter de déborder le cadre ponctuel déterminé par les directions. Des assemblées générales d'arrondissements, départementales et parfois même intersectorielles se sont tenues. A Paris, une coordination nationale des instituteurs en lutte s'est penchée sur les possibilités d'extension du mouvement. A la même date, se sont également tenues les coordinations nationales des MI-SE (surveillants) en grève et des étudiants en lutte. Les poursuites de la grève dans le primaire n'ont pu aboutir à un caractère national : 300 instituteurs de Bordeaux sont en grève depuis le 20 mars, les enseignants de Marseille se sont lancés dans la grève reconductible dès le 28 avril, les instituteurs - avec la section départementale du SNI - des Alpes-de-Haute-Provence ont d'ores et déjà choisi de débryer à partir du 5 mai. Il est ressorti de cette rencontre nationale la volonté des instituteurs de dépasser les limites des journées d'action pour se lancer dans une véritable grève reconductible pour appeler les travailleurs de l'Education Nationale à la grève générale qui, seule, apportera une réponse combative aux mesures anti-sociales de Beullac. Les délégués des dix-huit départements représentés, même si les écoles de leur secteur ne sont pas touchées par une grève, ont montré la volonté des instituteurs de continuer de se servir de structures de coordination (primaire, parents, secondaire) pour mener un combat - comme à Paris - contre l'autoritarisme ministériel, les atteintes au droit de grève, pour construire un véritable mouvement d'opposition aux fermetures de classes, au cours de ce troisième trimestre et pour la rentrée 80. Bien que les instituteurs n'aient pu échapper au blocage des directions syndicales pour étendre leur mouvement : le maintien des comités de lutte et des coordinations locales et départementales sont le reflet d'une capacité d'auto-organisation qui a pu vaincre le défaitisme entretenu par le blocage ministériel.

Cette semaine d'action, des instituteurs de divers départements en grève reconductible, les rencontres intersectorielles des travailleurs de l'Education Nationale, reflètent l'opposition entre des appareils syndicaux enfermés dans un réformisme atténué par les concertations et une minorité combative capable de se rallier les sympathies de la population et de quelconque peu la FEN (même si c'est pour le récupérer et le canaliser), d'entrer dans un mouvement national d'opposition au redéploiement.

Thyde ROSELL

(gr. Louise Michel)

Colonisation et décolonisation

Le problème de la colonisation et de la décolonisation ne réside que dans deux données essentielles :

- les matières premières que peut receler le territoire dominé,
- le débouché aux marchés que ces mêmes régions représentent pour la bourgeoisie colonisante.

Dès l'émergence de la décolonisation, il s'est avéré nécessaire pour les colonisateurs de mettre en place un nouveau dispositif pour remplacer celui mis en pièces, de la domination militaro-politique.

De Gaulle a « inventé » une formule qui consistait à mettre des hommes de paille au pouvoir dans ces nouveaux Etats que la décolonisation/colonisation avait créés. Bien sûr, il s'agissait de gens issus du peuple mis en tutelle. Mais ce folklore en fait ne garantissant absolument rien, il a fait comme tout le monde : Anglais, Américains, Russes...

Le système réel du néo-colonialisme est basé sur la mise en dépendance économique. Cette mise en dépendance passe par deux relais :

- le culturel (imposer sa langue et sa culture), ce qui met les nouveaux « indépendants » dans l'obligation d'avoir recours à des enseignants, techniciens, dont la langue les conduit à utiliser la technologie du pays-«père»;
- rentabiliser les ressources du pays concédé, mais faire en sorte que cette rentabilisation passe par la mise en dépendance de son économie. Ce qui veut dire : tout le développement économique de l'ancienne colonie doit passer par une harmonisation avec les intérêts de la métropole.

Le problème de l'Iran, de l'Afghanistan et du Pakistan rentre dans ce cadre, uniquement.

Ces pays sont des régions sœurs. Le Pakistan n'est qu'une partie de l'ensemble indien, arbitrairement découpé par les Anglais un peu avant qu'ils se fassent reconduire à la frontière. Il s'agissait simplement de diviser pour mieux régner. D'autre part, un Etat capitalisant derrière lui plus de cinq cents millions de « moutons », représente une puissance considérable, auprès de laquelle l'ensemble de l'Europe ne représente qu'une poignée de ventriportants.

Le problème actuel est d'entraver le mouvement créé par Khomeiny et ses comparses. Le mouvement religieux peut être considéré comme l'équivalent de la « néo-colonisation ». L'Iran ne fut jamais qu'une colonie économique. La décolonisation doit donc prendre, ici, des formes appropriées à la situation, mais ont en commun avec toute autre forme de décolonisation - le rejet des formes culturelles liées au « dominant » et l'affirmation d'une identité culturelle propre. L'Islam chiite est la seule chose dont disposaient les Iraniens dépossédés de Zarthoustra depuis longtemps. C'est dans ce sens que l'Islam chiite fut salvateur.

Mais le problème principal était celui de l'Afghanistan et du Pakistan : vivant dans des situations semblables, une rébellion de l'ensemble des populations était prévisible. Et il était aussi prévisible que cette réaction prendrait la même forme au Pakistan, en Afghanistan, etc., qu'en Iran.

Ce qui signifie également la mise en place d'une nouvelle puissance politique. Un bloc sur lequel personne n'aurait prise et dont les décisions seraient autonomes, non contrôlées par ceux qui se partagent la planète.

D'autre part, cette région est une région stratégique à plusieurs points de vue : - ressources pétrolières, - gisements divers, - situation à la frontière des trois grands blocs et qui en fait une région-tampon, dont la mise en dépendance par l'un de ceux-ci la transforme en une zone de sécurité entre les « partenaires » ; cette zone a également pour effet de permettre les échanges entre « ennemis » ; - masse de la population et ressources démographiques qui risquent de mettre, d'ici 50 ans, cette région aux premières loges des grandes puissances.

Donc il ne fallait à aucun prix qu'il y ait unification politique (l'Iran est déjà de trop...). L'Iran, c'était fait. Il n'y avait plus qu'à tirer un trait. Restaient l'Afghanistan et le Pakistan.

Les Russes et les Américains étaient parfaitement d'accord sur le fond : in-

DIEU ET RELIGION

Imaginons que dès aujourd'hui les structures religieuses aient été dissoutes, ce qui implique l'unanimité, ou une très forte proportion d'individus désireux d'une telle dissolution. Croyez-vous que le problème de Dieu en soit pour autant résolu ? Si oui, nous devons en conclure qu'en fait la notion de divinité ne s'accrédite que par l'impact d'une présence institutionnelle se réclamant de cette divinité. Dans ce cas, la notion de divinité se confond avec l'institution cléricale et de ce fait, on en arrive à la conclusion suivante : Dieu étant une institution, sa perception et sa reconnaissance par l'homme ne constitue en aucune façon une donnée « naturelle », ce qui implique que la notion de divinité s'applique de manière artificielle, voire arbitraire aux aspirations de l'homme, et qu'il s'agit en fait d'une usurpation institutionnelle s'appliquant systématiquement sur chaque individu. Or, il se trouve que la notion de divinité, prise dans son sens global que nous définirons ultérieurement, précède dans tous les cas l'institutionnalisation de cette idée, ce qui tendrait à démontrer le potentiel existant en chaque être à une disponibilité afin de recevoir ou à accréditer l'idée d'une puissance supra-naturelle. Mais avant de disserter sur le cas institutionnel, voyons sur quoi se fonde au niveau individuel la notion divine.

Démystifions la mort et nous tuons Dieu

L'ignorance, pensent certains, est le facteur déterminant qui prédispose un esprit à recevoir et à accréditer certaines thèses de la « divinité ». L'ignorance est certes l'un des facteurs, mais pas le plus important ; car en fait, ce qui détermine l'individu, ce sont ses positions existentielles face à son environnement social, économique (positions de classes), mais aussi ses positions face à des notions purement philosophiques telles que l'appréciation

intervention afin de maintenir le morcellement. Dans ce genre de jeu, c'est celui qui fait le premier pas, qui se fait avoir ; ici, l'URSS.

A la faveur de l'intervention de l'URSS en Afghanistan, les Américains ont tenté de récupérer le reste de la région à leur profit, le Pakistan et l'Iran. Car le démantèlement de la région est un problème secondaire ; chacun des concurrents doit en tirer le profit maximum au détriment de l'autre. Le problème des Américains est très simple : avec le Pakistan, mais pour combien de temps ? Car les Etats pakistanais ont toujours essayé de contrebalancer une grande puissance par une autre. Quelle sera la position de la Chine ?

L'Iran ne voulant rien entendre, c'est Carter qui pique sa colère. Le contentieux entre l'Iran et les USA n'est pas une question d'otages, mais une question de mise en dépendance économique. Pour Carter, dans le partage (ou repartage) de la région avec l'URSS, il s'agit de n'être pas le pigeon. C'est pour cela que l'on peut affirmer que les risques de guerre dans cette région ne résident pas dans une riposte face à l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, car Américains et Russes sont d'accord sur ce sujet.

Les risques de guerre résident dans l'affrontement des deux dépouilleurs de cadavres, pour savoir qui va récupérer sa dent en or et sa bague en argent.

Mais tant que l'Iran ne sera soumis ni à un bloc ni à un autre, on peut dire que la victime est toujours vivante. Et que dans ce cas, il y a consensus entre les deux blocs capitalistes. Pour détrousser un cadavre, il faut qu'il y ait cadavre. C'est l'Iran qui va trinquer, tous les mouvements de troupes semblent l'indiquer.

Mais après ? A qui le tour ?

SERGE (gr. Sevrans-Bondy)

Attention !
En raison du Congrès de la Fédération Anarchiste, la librairie Publico sera fermée du jeudi 15 mai au lundi 19 mai compris.

objective ou subjective du temps, tel son espace interne et externe, tel l'absurde existentiel. En fait, autour de trois notions qui s'articulent de façon intrinsèque et sur lesquelles se greffe toute l'activité humaine, à savoir : la vie, la mort et la liberté qui sont, je pense, les trois principes moteurs de l'évolution humaine. C'est à partir de l'évolution de ces trois notions que se détermine le changement systématique de tous les rapports sociaux entre les hommes. A la fin du XIX^e siècle, la science expérimentale humaine et la philosophie ont été atteintes d'une bien curieuse maladie, à savoir le scientisme, considéré par nous comme un état d'esprit qui tendait à prouver que les sciences résoudreient tous les problèmes et que l'ignorance et l'incrédulité feraient donc partie des musées. Or si cet état d'esprit persiste encore, il fut néanmoins systématiquement sur chaque individu. Or, ces répercussions strictement métaphysiques (par exemple la découverte de l'atome pourrait sembler être une fin en soi, alors que l'atome n'est qu'une structure de masse englobant des milliards d'autres structures. Les neutrons et les protons sont eux-mêmes disséquables et l'on s'aperçoit qu'ils réservent chacun de leur côté des structures se dessinant dans l'infiniment petit et inaccessibles pour longtemps à l'esprit humain. Quant aux astrogiques qui œuvrent dans l'infiniment grand, ils sont obligés de se créer des frontières épistémologiques, certes par manque de technique - matériel pas assez puissant - et en même temps par manque de connaissance sortie du domaine de l'hypothétique », ce qui crée à long terme non plus une connaissance objective de l'« objet » étudié, mais une connaissance intuitive, et donc forcément limitée). Ce scientisme s'est aussi répété dans les sciences humaines (cf. psychanalyse) où dans ce cas le langage entre l'objet à étudier et le sujet qui étudie, n'est pas possible, d'où l'impossibilité à systématiser « un impossible fondé sur la croyance en facteur commun de base entre tous les hommes » (linguistique mise à part). Donc le scientisme a créé un décalage monstrueux entre ceux qui sincèrement pensaient tout expliquer par l'expérimentation et ceux qui tout aussi sincèrement se rattachaient à leur vision du monde ou à leurs phobies.

Ce décalage, au lieu de sonner le glas des vieilles croyances, ne fit que les affirmer. En fait, notre propos tend à faire penser superficiellement que la science aurait pu être le facteur décisif pour l'extermination de toute notion de divinité, or en sur-estimant son rôle, elle n'a fait qu'affirmer cette notion en l'enrichissant. Premier décalage donc, la science a « raté » le coche de l'émancipation individuelle par son comportement spécifique et aussi par l'utilisation idéologique qui en a été faite.

Le deuxième décalage consiste dans le langage entre l'évolution des mentalités et l'évolution des techniques et de leur appréciation. Il est indéniable que les techniques ont subi une profonde évolution à tous les niveaux et il serait fort regrettable de refuser cette évolution au nom d'une prétendue bonne nature qui dans ses loix les plus intimes n'est guère en harmonie avec ce qu'on peut attendre d'un humain. Néanmoins cette évolution se distingue par la continuité de la pensée humaine, ou plutôt par la stagnation de ladite pensée. En fait, une éthique de « la technique » aurait créé à coup sûr l'harmonie des êtres à tous les niveaux (éthique que considérant à l'instar de Bakounine la « science pratique » comme un moyen dont la fin reste l'émancipation de l'homme). Ces deux décalages aboutissent actuellement au fait que nos positions philosophiques, outre leurs formulations, n'ont guère dépassé le stade primaire, voire primitif, non pas par fatalité, mais tout simplement par l'institutionnalisation de cette pensée. Pour ce problème, la notion de divinité est l'aboutissement le plus logique de cette sclérose soigneusement entretenue par les élites toutes aussi sclérosées à ce sujet que les autres asservies.

Précédemment nous avons écrit que tout en fait pouvait s'articuler autour de trois notions purement philosophiques et ne pouvant se résoudre qu'au niveau individuel et par interférence d'affinité au niveau collectif. Hormis les conceptions philosophiques traditionnelles

qui tournent toutes autour du théisme et du panthéisme, voyons au travers de ces trois notions à quoi peut prétendre la « divinité ». Vie et mort sont intrinsèquement liées, étant donné que la dernière est l'aboutissement logique de l'autre. Néanmoins de la position face à la mort découlent toutes les autres positions. Qui dit divinité dit éternité, et l'homme a toujours eu et éprouvé la nécessité de transcender l'absurde existentiel, et en même temps par extension la mort. Les héros de la mythologie grecque en sont l'expression la plus flagrante (Thésée, Ulysse, Prolémée, Phèdre et Enée). L'homme est en fait un héros grec dans son comportement face à l'absurde et donc face à la mort. Sa réaction ne consiste en aucune façon à accepter la vie comme une étape biologique intéressante et la mort comme la finalité irrémédiable de cette vie biologique. Le but de l'homme est donc de sublimer le biologique non pas dans le présent, mais vis-à-vis d'une échéance plus ou moins proche. Pour cette sublimation, deux artifices sont employés au niveau individuel. Le premier consistant à maintenir sa vision du monde ainsi que son explication sous le joug d'une intervention supra-naturelle, en remettant ainsi sa destinée présente aux mains de l'irrationnel, et la seconde consistant en fait à provoquer dans le présent l'échéance finale (le suicide, le sport dangereux, par exemple). Tout ceci relève dans le présent d'une démarche religieuse primaire sur laquelle n'intervient pas la religion, vu qu'à ce stade la « divinité » présente une image pour le moins des plus floues. Les positions existentielles sont donc LE facteur déterminant vis-à-vis de la notion de divinité. La divinité considérée à son expression primitive comme un écran cosmique sur lequel chaque moi projette ses phobies, qui sont autant de réactions face à l'absurde existentiel et face à l'absurde social qui en découle. Cette projection métaphorique de chaque moi constitue de façon existentielle la disponibilité de chaque esprit à recevoir *ipso facto* l'institutionnalisation de ses idées. L'homme a peur et devant la peur il réagit en cherchant des structures de sécurité, et non en élucidant à son échelle sa phobie. La divinité dépend donc à son état primaire d'une justification irrationnelle de l'angoisse existentielle et la mort de Dieu ne dépend pas de l'abolition à posteriori des structures religieuses, mais plutôt de cette démystification de la mort afin que l'esprit puisse se libérer d'une phobie qui ne doit être en aucune façon sublimée, mais plutôt annihilée. La démystification est la condition *sine qua non* de l'émancipation des individus.

Les vieilles carnes ont la peau dure

Les structures religieuses comme les cultes d'ailleurs ne correspondent en aucune façon à une nécessité de l'individu. La religion est avant tout une spéculation politique sur la phobie existentielle. La religion est une des composantes de l'Etat (tout comme le parti chez certains et dans certains endroits) qui en lui-même constitue une secte avec ce que cela implique (pas vrai camarades !). La théologie sur laquelle se fonde l'abolition à posteriori des structures religieuses, mais plutôt de cette démystification de la mort afin que l'esprit puisse se libérer d'une phobie qui ne doit être en aucune façon sublimée, mais plutôt annihilée. La démystification est la condition *sine qua non* de l'émancipation des individus.

Notre but est de traquer sans merci toutes formes d'aliénation physique ou morale, afin de détruire tout ce qui d'une façon ou d'une autre entrave la liberté de l'esprit humain. En fait, il n'y a pas de recette-miracle comme il n'y a pas de méthode. Une lutte démystificatrice se mène chaque jour et à n'importe quel moment, et ne peut avoir en fait que des répercussions au niveau individuel. Mais n'oublions pas que le niveau individuel peut se transformer en « UN collectif » qui, sans nul doute, atteindra une grande efficacité révolutionnaire. La liberté ne « s'axiomatise » pas, elle EST, en référence permanente avec chaque individu. Ceux qui ne voient dans la liberté qu'une formule à la limite mathématique ne sont que des chiens dont le but est de contribuer à l'asservissement (peu importe la forme) de la majorité des individus. L'homme avant d'être ceci ou cela est avant tout un Homme et donc, de ce fait, aux yeux de la liberté, il EXISTE. L'existence n'est en aucune façon un fait en soi, elle est la cause dont l'ultime finalité reste la recherche d'une plus grande liberté de chaque moi.

Tous les problèmes existentiels de l'homme lorsqu'ils dépassent son entendement spécifique font partie du domaine des masses et donc des Etats. Pour l'émancipation des opprimés, nous devons envisager les problèmes à l'échelle humaine, et en fait à chacun son échelle... Hors de l'individu, point de salut, ni dieu, ni maître.

Et basta

Notre but est de traquer sans merci toutes formes d'aliénation physique ou morale, afin de détruire tout ce qui d'une façon ou d'une autre entrave la liberté de l'esprit humain. En fait, il n'y a pas de recette-miracle comme il n'y a pas de méthode. Une lutte démystificatrice se mène chaque jour et à n'importe quel moment, et ne peut avoir en fait que des répercussions au niveau individuel. Mais n'oublions pas que le niveau individuel peut se transformer en « UN collectif » qui, sans nul doute, atteindra une grande efficacité révolutionnaire. La liberté ne « s'axiomatise » pas, elle EST, en référence permanente avec chaque individu. Ceux qui ne voient dans la liberté qu'une formule à la limite mathématique ne sont que des chiens dont le but est de contribuer à l'asservissement (peu importe la forme) de la majorité des individus. L'homme avant d'être ceci ou cela est avant tout un Homme et donc, de ce fait, aux yeux de la liberté, il EXISTE. L'existence n'est en aucune façon un fait en soi, elle est la cause dont l'ultime finalité reste la recherche d'une plus grande liberté de chaque moi.

Frantz Ollivier

informations internationales

Allemagne

CHEZ LES « VERTS » — Le Parti « vert » vient de peine d'être fondé et déjà l'existence d'une gauche et d'une droite dans ce parti met en péril son unité (voir M.L. du 17 avril). Et les commentaires vont bon train dans un monde politique que trouble la présence d'un parti non « traditionnel ». Pour le chancelier Schmidt (dans la revue *Stern*), les Verts sont un parti absolument inutile et on n'a pas besoin de lui pour réaliser des réformes justifiées ; d'ailleurs son programme est inexistant (Schmidt a pourtant pris connaissance du programme plutôt gauchiste adopté au congrès de Sarrebruck I). Le quotidien *Tageszeitung* (qui joue en RFA le rôle de *Liberation* en France) présente deux commentaires contradictoires. L'un accuse le DKP et les groupes communistes d'avoir transformé la majorité du parti « vert » en un véritable parti socialiste révolutionnaire. L'autre accuse la droite du parti « vert » de constituer, sous la direction de Grubel, une secte. Heinz Brandt - ex-communiste, devenu social-démocrate et membre du syndicat IG-Metall, puis socialiste indépendant - est à la recherche de précédents historiques : « Le parti « vert », dit-il, a cessé d'exister en tant que tel. La majorité actuelle n'a pas conscience de vivre en 1980 à Sarrebruck. Elle se croit à Louviers en 1903 et se réjouit d'être devenue le parti bolchévique ». Vraiment la gauche des Verts ne mérite ni cet « excès d'honneur », ni cette « indignité ». Quant à Rudolf Bahro, il a de plus en plus l'intention de grouper en un nouveau parti toute une extrême-gauche éparsée chez les Verts, les Juks et les groupes communistes. Une conférence de la gauche va se tenir en mai à Hannover et réunir - si possible - tous ces éléments disparates. Présence à merci de personnalités : le président du SPD de Hannover, le philosophe Harick, le trotskyste Mandel et naturellement Bahro. Si ce parti se constitue - ce qui est douteux - il attirerait à lui la gauche des Verts. Ainsi, pour les élections au Bundestag, on aurait deux partis non traditionnels qui vraisemblablement ne franchiraient pas le cap des 5%. Ce qui assurerait le succès de la coalition SPD-FDP et la défaite de Strauss. L'avenir nous apprendra si les projets de Bahro ne sont qu'une manœuvre tortueuse pour le plus grand bénéfice de Schmidt.

L'hébdomadaire d'extrême-droite *Deutsche Wochenzeitung* (11 avril) parle de l'avenir des Verts en termes modérés. Il importe pour que le programme du parti « vert » soit confus ou inexistant. Les électeurs se soucient fort peu des programmes et, s'ils votent pour les Verts, ce sera surtout pour manifester leur méfiance à l'égard des Marx partis et donner une leçon « aux gens de là-haut ». Les Verts sont aussi une protestation des jeunes contre les Marx de la politique. Sans surestimer, ni sous-estimer le parti « vert », il a l'utilité de remuer les vieux partis encroûtés : que demander de plus ?

FLensburg (SCHLESWIG-HOLSHEIM) — La prestation de serment de 130 jeunes recrues d'un bataillon de chasseurs, devait se dérouler sur une place publique de Flensburg, devant l'église St. Nicolas. Cette solennité a été troublée par les sifflets et les huées de 300 jeunes. Déjà il y avait eu une protestation de dix pasteurs de Flensburg contre le déroulement d'une telle cérémonie devant l'église. La police n'est pas intervenue, ce qui a provoqué l'indignation de la presse de droite.

RATISBONNE — Toute atteinte à la dignité de l'honorable Strauss est sévèrement punie en Bavière. C'est un délit que de diffuser des auto-collants portant l'inscription séditieuse : « Stopp Strauss » (« Barrez la route à Strauss »). Un ouvrier de la firme Händler (machines et wagons), à Ratisbonne, a été mis à la porte le 14 mars, parce qu'il arborait ce badge : le tribunal du Travail va statuer sur ce licenciement scandaleux.

Hanau — Le M.L. du 6 mars avait signalé l'occupation à Hanau des locaux de la vieille auberge « Krom » vouée à la démolition par l'actuel propriétaire. Une gestion collective avait permis à 40 personnes de trouver un abri. Après sept semaines d'occupation, une cinquantaine de policiers ont procédé le 25 mars au contrôle des occupants et notifié l'arrêt d'expulsion. Tout cela n'alla point sans soulever l'émotion dans Hanau et des manifestations eurent lieu : elles prirent de l'ampleur lorsque dans la matinée du 27 mars les bulldozers et les équipes de démolition se présentèrent. La police vint à bout de la résistance passive des occupants et des manifestants et la vieille auberge fut bientôt un amas de décombres. La lutte pour le logement n'est pas terminée à Hanau, ni à Francfort, ni à Offenbach...

KARLSRUHE — les comités d'initiative de citoyens et les groupes écologistes de Bade et Palatinat ont organisé pour le 20 avril une manifestation contre le projet d'implantation d'une centrale nucléaire à Neupotz : rassemblement de cyclistes à Karlsruhe, Spire, Landau pour aller en direction de Neupotz. Manifestation à Neupotz et le soir une fête anti-atomique à eu lieu à Karlsruhe.

hollande

LES KRAAKERS INTENSIFIENT LEUR ACTION — Ils ont annoncé que le 30 avril, jour de couronnement de la reine, serait une journée d'action, et ils ont diffusé à Amsterdam un tract où ils dénoncent les projets de métro et le scandale des palais de la reine. La future reine obtiendrait en effet 140 millions de francs pour restaurer quatre palais, anciennes demeures du roi Louis-Bonaparte. Ces immenses demeures resteroient vides la plupart du temps et ne serviraient que pour les cérémonies officielles ! Le tract fait appel à l'action directe de la population et lance le mot d'ordre : « Pas de logements ? Pas de couronnement ! ». Le tract a été saisi à Couronndaal (Brabant) et les distributeurs sont poursuivis pour incitation à la violence. Mais toute la presse a publié le contenu de ce tract, lui assurant ainsi une grande diffusion et le mot d'ordre des Kraakers et des anarchistes devient populaire. Jusqu'ici les Kraakers avaient limité leur action à de vieux bâtiments sujets à la spéculation. Ils s'en prennent maintenant à des bâtiments neufs et ils ont occupé un HLM d'Amsterdam disposant de 55 appartements à vendre... restés vides depuis un an en raison des prix élevés. La brigade mobile n'a pas osé intervenir de crainte de causer à

l'immeuble des dégâts et les Kraakers ont fait réduire les prix qui dépassaient les moyens des gens à la recherche d'un logement. Le même jour, 200 personnes



ont occupé une agence de location d'Amsterdam qui attribuait des habitations vides occupées par des Kraakers : ainsi les habitants « officiels » n'avaient plus qu'à entrer en lutte avec les habitants « actuels » ! Les occupants de l'agence ont détruit les dossiers relatifs aux immeubles « Kraakers » et les bureaux ont été saccagés lorsque la brigade mobile est intervenue, accueillie par les jets des lances d'incendies. Cette intervention fut suivie de plusieurs bagarres dans la rue et tous les journaux publièrent la photographie du palais royal d'Amsterdam entouré du nuage des bombes fumigènes. Vraiment, en dépit des services secrets et des efforts de la police, le 30 avril sera une belle journée... pour les Kraakers !

r.d.a.

LE NUCLEAIRE BAT SON PLEIN — En RDA, on ne perd aucune occasion de dénoncer les implantations de centrales nucléaires en République fédérale allemande et d'encourager les manifestations antinucléaires de l'autre côté du rideau de fer. Il s'agit en effet d'une énergie nucléaire nocive et impérialiste ! Mais dans cette même RDA - comme en URSS - on développe les centrales nucléaires (pacifiques et progressistes). Les centrales de Reisberg et Greifswald sont déjà en service et une troisième va être éditée près de Stendal, non loin de la frontière de la Basse-Saxe. Elle sera conforme aux normes de l'URSS, c'est-à-dire avec des dispositifs de sécurité jugés insuffisants dans tous les pays occidentaux.

autriche

KREIKY ET SES PROBLEMES - En dépit de sa situation bien assise, le chancelier Kreisky connaît des difficultés dues aux scandales financiers et aux affaires de corruption qui ont bénéficié à Vienne d'une regrettable publicité. C'est pourquoi Kreisky s'efforce d'obtenir des succès spectaculaires en politique extérieure ou - tout au moins - de prendre des initiatives hardies. On sait (M.L. du 24 avril) que la reconnaissance de l'OLP, comme organisation représentative de la Palestine, lui a valu des attaques véniennes dans la presse « Springer ». Moins tapageuse, mais plus rentable, est la visite que vient de faire Kreisky en Yougoslavie. Il s'agissait avant tout de

problèmes économiques : la Yougoslavie tient à améliorer sa balance commerciale déficitaire vis-à-vis de l'Autriche, et l'Autriche est intéressée à la mise en valeur des gisements de lignite de la région de Kossowo. N'oublions pas non plus que l'Autriche et la Yougoslavie sont associées dans plusieurs grandes entreprises : usine de lubrifiants en Algérie, construction de tracteurs (avec la participation des entreprises autrichiennes Steyr), édification en Chine d'une usine de traitement des produits de la houille. Mais il ne semble pas que Kreisky ait abordé le problème des minorités : sans doute estime-t-il que le traité de 1962 entre les deux pays a réglé définitivement la question des frontières.

grèce

ESCALADE DANS LA REPRESSION

Le groupe anarcho-syndicaliste d'Athènes nous a fait parvenir quelques nouvelles de ce pays où non seulement Philippos et Sofia Kyritsis, militants anarchistes, ont été condamnés récemment à 9 et 5 ans de prison pour « terrorisme », mais où la répression s'est accentuée. D'autres camarades ont été arrêtés dernièrement et sont toujours emprisonnés. Ce sont :

- Nikos Ntalos, 20 ans ; Alex Triadaflov, 20 ans ; E. Sefaris, 18 ans ; A. Pavlov, 20 ans ; accusés d'avoir formé un groupe anarchiste à Isea (île d'Eubée), d'être en possession de livres anarchistes, d'avoir participé à des débats publics où ils soutenaient des positions anarchistes, et enfin d'avoir tenté de cambrioler la banque de leur ville.

- Jean Miras, 18 ans ; Constantin Stamatou, 19 ans ; Dimitrios Mpourikas, 21 ans ; accusés d'avoir formé un groupe anarchiste à Chalkide (île d'Eubée), d'être en possession de livres anarchistes tels que *Sans autorité* de Malatesta, *Ecoute petit homme* de Reich, et enfin de s'être emparé d'un drapeau nationaliste grec pour y dessiner un A cerclé.

- Leonidas Christakis, 52 ans, éditeur de la revue *Ideodromio* (La route des idées), accusé d'être le responsable de la formation de groupes terroristes.

- Un groupe de cinq personnes arrêtées à Hania (Crète) : Georges Economias, journaliste ; Alexandra Lagadinos ; G. Lagadinos et deux autres ; tous membres de l'extrême-gauche marxiste.

- Un autre groupe d'anarchistes arrêtés à Salonique, parmi lesquels : Thémitocle Simeonides, 18 ans, ouvrier ; A. Karabodakis, 20 ans ; D. Kalapodopoulos, 19 ans, étudiant et B. Mparia, 19 ans, étudiant.

- Jean Mpouketsides, 24 ans, ouvrier, accusé d'avoir mis le feu aux archives du fisc de Nicea (quartier ouvrier du Pirée). Celui-ci nie obstinément. Les policiers n'ont aucune preuve, ils savent seulement que le « coupable » avait... des cheveux longs ! Amené au commissariat, il a été sauvagement torturé par trois policiers, sous la direction du chef de la police du Pirée, Jean Gienuolis, tortionnaire connu depuis le temps des Colonels.

Pour terminer, nos camarades du groupe anarcho-syndicaliste d'Athènes signalent encore les cas de Kyriakos Kassiliades, torturé sauvagement, et du militant d'extrême-gauche Scandalis, qui, à la suite de sa protestation contre les conditions de détention des prisonniers, a été crucifié dans une prison de Corfou par les autorités pénitentiaires. D'autres part, une grève de la faim des prisonniers politiques et de droit commun a été entamée à la prison de Corilados (Pirée) pour exiger une amélioration des conditions de détention, la modification du Code pénal et du règlement pénitentiaire. Nos camarades anarcho-syndicalistes d'Athènes lancent un appel à la solidarité internationale.

Espagne

Deux nouvelles brochures

D'octobre à décembre 1978, la Fédération Locale des syndicats de la C.N.T. de Barcelone avait organisé une série de débats portant sur des thèmes comme : l'organisation ; la C.N.T. aujourd'hui ; violence, terrorisme et répression ; etc. Enregistrées sur bandes magnétiques, ces discussions seront publiées dans une série de petites brochures réunies sous le titre général de *Projection et rôle de la C.N.T. et de l'anarchisme dans la société actuelle*. La première de ces brochures reproduit le débat sur l'organisation. La Fédération Locale de Barcelone, pour lancer le débat, avait invité Abel Paz et Carlos Semprun Maura, le premier étant partisan de la nécessité de l'organisation, le second étant opposé à cette conception. La seconde, « la C.N.T. aujourd'hui », vient également de paraître. Josep Costa Font et Severino Campos en avaient ouvert le débat. Ces deux brochures sont en vente à Publico au prix de 2,50 F.

IDEAS

une nouvelle revue

Une nouvelle revue vient de naître en Espagne, éditée sous la responsabilité de camarades anarchistes de Barcelone. Le numéro 1 de cette revue, *Ideas*, publie la liste des collaborateurs dont elle assurera la parution des écrits dans les numéros à venir. Parmi eux, on trouve les noms de Severino Campos, Gerard Jacas, Josep Alemany, Juan Gomez Casas, Jose-Luis Garcia Rua, Federica Montseny, Angel Capelletti, Noam Chomsky, etc., autant de camarades qui nous ont habitués à des écrits de qualité et qui devraient assurer à cette nouvelle revue un succès durable. Au sommaire de ce premier numéro figurent, entre autres, les articles suivants : Le miracle « économique » espagnol ; Bakounine et le problème des nationalités ; La responsabilité morale du scientifique ; Le syndicalisme dans les sociétés industrielles ; L'éducation et la signification de la vie ; Fondements du naturisme ; Albert Camus ; Géographie et anarchisme, etc.

On notera avec joie que cette revue, qui traite de chacun de ces sujets avec sérieux et compétence, ne laisse aucune place à la polémique stérile, à la calomnie et aux ragots que d'autres revues, nées dans l'euphorie espagnole de ces dernières années, avaient à tort considérées comme des « qualités » nécessaires à leur bonne tenue.

Ideas sera vendue à Publico, où l'on peut déjà se procurer ce premier numéro au prix de 7 F.

FLOREAL



Le livre de la semaine
par
Maurice JOYEUX

La Passion de l'Olympe

de P.V. Berthier

Ed. Eole

Dans cette chronique je ne parle jamais de la poésie, non pas parce que je la dédaigne, mais seulement parce que je suis naturellement porté à utiliser la place qu'on me réserve pour rendre compte de la littérature théorique de caractère anarchiste ou révolutionnaire. Je veux toutefois faire une exception pour Pierre-Valentin Berthier dont je viens de recevoir le volume La Passion de l'Olympe.

Berthier est un journaliste et un écrivain qui, depuis plus de trente ans, a collaboré à tous les journaux et toutes les revues libertaires, et on a trouvé sa signature dans Défense de l'Homme, dans Liberté, dans La Voix de la Paix, et j'en passe. Il fut de l'équipe qui fit démarrer notre Monde Libertaire dans lequel dès le premier numéro il donna un billet. Aujourd'hui à la retraite, le démon de la littérature qui ne l'a jamais quitté, peut se donner libre cours. Le beau recueil qu'il publie aujourd'hui en témoigne.

Mais Berthier a déjà une œuvre solide derrière lui. Des romans et en particulier Siting Bull qui, alors qu'il n'était pas encore à la mode de se pencher sur l'extermination des Indiens d'Amérique, nous retraçait la vie d'un des derniers défenseurs de leur volonté d'exister. D'autres romans suivront Chéri-Bonhomme où il se penche sur un enfant qui est le sien, L'Endes Ombres, Monsieur Système. Il publiera également des nouvelles, et réussira fort bien dans un art difficile. Enfin, des essais dont un portrait de notre ami Fernand Planche. Berthier est un écrivain dont la langue n'est

pas seulement un moyen, mais un outil précieux qu'il faut constamment ajuster au sujet. Il a d'ailleurs écrit en collaboration avec J.P. Colignon des ouvrages sur le style, le langage régional, etc. C'est un des rares anarchistes pour lequel l'histoire a besoin, pour avoir toute sa signification, d'être mise dans l'écran de la langue.

L'ouvrage qu'il nous propose, La Passion de l'Olympe qui est un recueil de poèmes, est du plus pur style classique. Les pièces sont des historiettes ou des histoires qui prennent parfois l'allure d'une prose rythmée et dans ce domaine le vers est ciselé par un artisan qui connaît son métier et qui l'aime. Lorsqu'on aime son métier, on le pratique avec une légitime fierté et sans fausse modestie. Et il nous le dira très simplement dans une courte présentation. Ce livret se termine par quelques chansons dont son fils fit la musique.

Je voudrais citer de ce recueil, fort bien présenté sous une couverture de Didier Bardon, ces quelques vers dont la mélancolie nous fait souvenir de Ronsard.

« Rien que l'énormité, sur nos orgueils infimes
Des firmaments fourbus, des univers branlants ;
Morts ce que nous serons et morts ce que nous fîmes
Morts nos cœurs, nos sanglots, nos espoirs, nos élans ».

Un beau volume, à feuilleter au coin de son feu, lorsque la pluie frappe au carreau et que les feuilles tombent pour nourrir la terre.

Edition Eole, 172 rue St. Jacques Paris 5^e.

Notes de lecture

Je suis comme une truie qui doute

par C. Duneton
Ed. Seuil (Points)

Quand un enseignant se met à réfléchir sur lui-même et à regarder dans le blanc des yeux ses motivations, son rôle et sa pratique, ça donne toujours un résultat pas possible. On a beau être critique à l'encontre de l'institution école et de ses matons, on reste toujours bouche bée devant le flot de misère que charrie ce genre d'ouvrage.

Claude Duneton sait de quoi il parle. Professeur d'Enseignement Général de Collège pendant plus de vingt ans, ça marque son homme. Il faut dire que comme instit à tout faire des C.E.G., il s'est trouvé confronté au plus pur produit de l'institution école : les classes de transition. Il a aimé ces gosses sans avenir ; il a eu envie de dégueuler sur lui-même, sur le petit monde des enseignants et son misérabilisme ; il a mesuré toute la pesanteur d'une administration sans imagination ; il n'a pas pu supporter.

Ce témoignage, écrit avec des tripes et un cœur, est plus qu'un pamphlet. C'est un véritable réquisitoire, contre l'école, contre les enseignants, contre le système dans son entier. C'est un cri de dégoût, un cri de haine, un hymne à la révolte ; 185 pages de dynamite à filer dans la tronche de tous ceux qui tolèrent l'intolérable pour se tolérer eux-mêmes ; un livre à ne pas mettre entre les doigts fébriles de tous ceux qui s'usent sans relâche à transformer l'école de l'intérieur, sous peine de suicide à la clef.

A moins que !

Hervé-Claude LAPIDAIRE

Nécrologie

Henry Poulaille n'est plus...

Né à Paris en 1896, notre ami Henry Poulaille s'est éteint le 30 mars dernier.

Pour les jeunes générations, les nouveaux venus à l'anarchie, ce nom ne leur dira sans doute rien. Et pourtant...

Ecrivain peu connu, qui bénéficia cependant d'une certaine vogue entre les deux guerres, il fut le fondateur et l'animateur de l'école de Littérature Proletarienne. Sa grande théorie : L'authenticité ; seul un ouvrier peut raconter la condition ouvrière, lui seul peut la décrire, montrer ses peines, ses joies, ses luttes. Vaste programme !

Il ne fut pas de ceux qui vont travailler à l'usine pour observer ses congénères mais bien par nécessité. Orphelin à douze ans, son premier travail fut de rincer des bouteilles dans une pharmacie et livrer l'eau minérale aux bourgeois. Ses lectures : La Guerre Sociale, Le libertaire, Les Hommes du Jour. Il avait hérité cet intérêt pour l'anarchie de son père ouvrier charpentier, lecteurs de ces brochures dynamites qui faisaient la propagande libertaire de l'époque. Seul, il dévora tous les journaux qu'il put trouver, s'acheta un beau cahier, une paire de ciseaux et de la colle et se mit à découper tous les poèmes, toutes les chansons, tous les dessins qui lui plaisaient. Cela ferait hurler aujourd'hui plus d'un collectionneur pour qui l'aspect pécunier de ces journaux l'emporte sur leurs valeurs sociales.

C'est en grande partie grâce à ces collages que nous avons pu réaliser le 4^e tome des Oeuvres de Gaston Couté. Merci Poulaille. On se souvient de lui à Cachan, sa vue diminuée toujours en train de chercher sa loupe et ses caramels mous, toujours en train de gueuler contre un pseudo n'importe quoi qui avait voulu gagner de l'argent sur son dos.

Henry Poulaille décrit son enfance, sa guerre de 14 et son retour d'après-guerre dans une série d'ouvrages édités chez Grasset et aujourd'hui épuisés (on dit que Stock veut les ressortir).

Grasset l'embaucha. Il devint secrétaire puis directeur des services de presse. Il y révéla Giorno, Edouard Peysson, Ramuz et contribua à faire connaître Gorki, Knut Hamsun, Panaït Istrati et Thomas Hardy. Il fait paraître ses revues *Maintenant*, *Le Nouvel Age* et travailla en érudit sa passion pour le cinéma et pour le théâtre (un livre sur Chaplin, un autre sur Molière et plusieurs recueils de contes pour enfants). Tout au long de son parcours il a toujours obéi à sa conscience, refusant de parvenir, il fut de tous les mouvements pacifistes (il signe en 1939 le tract de L. Lecoin : paix immédiate) n'écouant que sa seule volonté d'idéal social, pacifiste et libertaire. Il fut un des rares à avouer avoir eu la trouille en 14-18, et être content d'être blessé à la main par un éclat d'obus et d'échapper ainsi au carnage.

Nous tenons à saluer en lui un homme sans lequel la pensée prolétarienne n'aurait jamais pu se faire entendre et peut-être même ne jamais exister.

Il nous a confié sa dernière préface pour un Aristide Delannoy : un crayon de combat, autre anar en acier trempé, mort tuberculeux en 1911.

Toute une vie fidèle à son idéal de fraternité et de justice sociale, celle du prolo, du besogneux, du sans-grade, du militant obscur et efficace, optimiste et passionné.

Pas étonnant Poulaille qu'il n'y ait eu moins de monde à ton enterrement qu'à celui de Sartre. On a les funérailles qu'on mérite...

Le Vent du Ch'min

Les aventures épatantes et véridiques de

Benoît Broutchoux



Casimir Beugnet devant son estaminet.

Ce ne fut pas le raz-de-marée, mais au début, il y eut tout de même 840 adhérents, et par la suite 350 à 400 zigueux cotisant régulièrement, répartis en 13 sections. Ce n'était pas bezef, mais de son côté, le «Vieux Syndicat» était tout aussi déprimé. Pourtant il trouvait les moyens de se payer deux permanents, avec le reliquat de galette ramassée lors des grèves antérieures. Les deux caves en question avaient pour blaze Florent

Evrard, secrétaire, «un bœuf au travail» selon Monatte, et Casimir Beugnet «chargé d'intervenir dans toutes les réunions difficiles». Faut dire que Basly, quand il tenait un métingue, ne cassait pas la baraque : il ramassait même de tels bides qu'il devait raccoler, pour faire la salle, les employés de la ville de Lens ! Au Jeune Syndicat, par contre, la caisse était aussi vide que le crâne d'un pandore, et il n'était pas question de payer des permanents. Ses dirigeants

étaient d'ailleurs dans une dèche noire, tous ayant été foutus à la porte des mines par les Compagnies. Ils vivotaient plus ou moins, faisant trente-six métiers, toujours à tirer le diable par la queue. Pierre Monatte, militant de la C.G.T., en jacte dans ses souvenirs : «Le secrétaire Phalempin, de Fouquières-les-Lens, un renvoyé de 1902 gagnait sa vie en vendant du poisson par tous les temps de coron en coron.

à suivre

Bande dessinée tirée de

Les aventures épatantes

et véridiques de

Benoît Broutchoux

par Phil et Callens

Ed. Le dernier

Terrain Vague

En vente à Publico 48 F

Le dernier livre
de S. Livrozet

Jeva de Nazareth

En vente à

Publico : 42 F

Face aux patrons et à l'Etat qui veulent faire payer leur crise aux travailleurs, une seule réponse !

L'augmentation des salaires - Les 35 heures !

La grève générale est le meilleur paramètre lorsqu'il s'agit de mesurer le climat économique d'un pays, et la grève générale déclenchée par la CGT le 24 avril peut nous servir de base pour évaluer la dépression politique et sociale qui secoue les populations.

Cette grève a surpris ! Ce fut un succès, déclare la CGT ; un échec, proclament les pouvoirs publics. Ils ont l'un et l'autre raison ! Un succès relatif pour la CGT et le parti communiste qui ont fait le plein de leurs militants et des inconditionnels qui les flanquent. Trente, quarante mille manifestants à Paris, dans le climat actuel, et alors que les autres organisations syndicales avaient refusé de s'y associer, c'est un résultat appréciable même si on sait que ces manifestants étaient venus de la grande couronne et représentaient sept départements. Cela prouve que le parti tient solidement ses militants, encore qu'après tout, cette masse représentait plus des militants communistes et le petit cadre de la CGT que la masse des salariés qui sont plusieurs millions à l'échelle de la région de l'Île-de-France. Et l'impact de cette journée a encore été réhaussé par la grève des enseignants dont je ne parlerais pas ici, Thyde Rosell connaissant bien mieux ce sujet que moi ! Un échec également, car le mouvement s'est surtout développé dans les transports et parmi le personnel à statut, le privé représentant la base immergée de l'iceberg.

Cette journée de lutte a été déséquilibrée entre Paris et la province, entre les industries, entre les classes d'âges, et chaque militant syndicaliste sait que c'est justement l'équilibre dans la lutte entre ces différents facteurs, qui laisse augurer un rapport de force décisif. Malgré les coups de cymbales de l'ineffable Krasucki, le parti communiste le sait bien, le gouvernement aussi, encore qu'il n'ignore pas que la politique des petits paquets peut déboucher sur de vastes mouvements. Même si elle n'a pas le même impact sur les ouvriers que sur les étudiants, c'est la politique appropriée dans un pays en crise !

Et le pays est en crise ! Une crise qui n'en finit pas de s'aggraver malgré les rodomontades de Barre, le comique du ministère. Une crise dont personne ne croit plus qu'on en verra la fin. Boissonnat à Europe n°1 faisait cette constatation judiciaire que je partage entièrement : « *L'économie est un tout, vouloir la découper en rondelles pour trouver une solution à chacune d'elles, est un non sens* ». Seuls, aujourd'hui, les partisans du libéralisme dans la classe dirigeante ou les partisans du réformisme chez les gens de gauche, peuvent encore croire aux vertus de cette camomille ! Pour les autres, les capitalistes musclés, seuls, la manière forte, un plan rigide, la réglementation des salaires, le tout impulsé par un gouvernement de salut public préconisé par Debré, peuvent permettre d'absorber les mutations sans toucher aux privilèges de la classe dirigeante. Pour nous, révolutionnaires, qui partageons l'analyse de Boissonnat, seule une transformation radicale de l'économie qui modifierait les rapports humains

entre les hommes, peut permettre au socialisme de reprendre sa marche vers l'émancipation.

La situation de l'économie doit être regardée avec attention. Son aggravation va concourir à la déstabilisation du système, engendrer la lutte et la répression. Quels sont les éléments qui, actuellement, s'emballent malgré les assurances données par le gouvernement ?

Il y a d'abord l'indice des prix qui continue de grimper et qui continuera de grimper parce qu'il est tributaire des multiples hausses des matières premières, des rattrapages qui succèdent aux rattrapages, sans pouvoir retrouver stabilité et équilibre, ce qui assure à la Banque et à l'industrie de solides bénéfices, et à la petite épargne des pertes sévères. Le chômage ne cesse de s'étendre et la priorité aux industries de pointe en laissant sur la touche les industries et les travailleurs les plus mal adaptés, vont lui donner un nouvel élan. Le déficit de la balance extérieure est tributaire des marchés extérieurs, des économies en développement qui toutes ont une même politique qui consiste à restreindre ses achats et à développer ses ventes. Acheter français, proclament les gribouilles, sans entendre les échos de leur voix qui reviennent de l'étranger. Barre bouche les trous, un impôt par ci, un réajustement par là, à la petite semaine, petite semaine tout de même orientée vers la diminution des salaires à peine perceptible ces derniers mois, mais qui vient de faire une entrée remarquée dans l'indice officiel.

Dernièrement, Alfred Sauvy nous expliquait que c'étaient toutes les méthodes de fabrication qu'il fallait revoir, et parlant du pétrole, il nous expliquait qu'en sacrifiant le rail à la route, on avait depuis 1974 engagé le pays dans une voie irréversible. Sauvy sent bien que le gouvernement ne livre pas toutes les informations qui seraient nécessaires pour avoir une idée claire de l'évolution économique. Mais lorsqu'il nous explique qu'une page est tournée et que ni la droite ni la gauche ne seront en mesure, sur les bases qui orientent actuellement la production et la distribution, de stopper la détérioration de l'économie, il ne dit pas autre chose que ce que nous disons depuis cinq ans.

Les travailleurs sont-ils conscients de cette évolution irréversible ? Oui et non. Oui, si on mesure l'extrême prudence dont ils font preuve, la patience qu'ils manifestent devant la baisse de leur pouvoir d'achat, de leur expectative devant les luttes où les convient les organisations syndicales. Ils en sont au stade de la prudence et de la crainte qui généralement précèdent les tempêtes ! Rappelons la réflexion d'Albert Camus : l'esclave lorsqu'il dit non, ne remet pas en cause l'injustice du moment, mais tout le système dont elle est le fruit !

Coincés entre l'Etat fasciste et la révolution, le libéralisme et le réformisme essaient de limiter les dégâts par une politique chèvre-chou dont le plan Giraudet est la plus vivante illustration. A un bout de l'échelle sociale Debré, soignant sa candidature à la présidence de la République,

proclame que dans la situation économique difficile que nous vivons, il n'est pas possible de diminuer la journée de travail. A l'autre bout les révolutionnaires, mais pas seulement les révolutionnaires, les politiciens également qui ont intérêt à déstabiliser le pouvoir pour le remplacer, exigent la semaine de trente-cinq heures. Debré représente les industriels qui forcent sur le blocage des salaires, le maintien des quarante heures avec une marge libérale pour les heures supplémentaires de façon à ce que les objets fabriqués restent compétitifs à l'exportation, sans être obligés de restreindre leurs marges bénéficiaires. Entre l'extrême-droite et l'extrême-gauche, un marais où naviguent les politiciens de toutes natures qui, de la rigueur et sans entamer les libertés démocratiques, veulent des réformes sans toucher aux hiérarchies, ou qui, plus simplement veulent le pouvoir sans trop savoir ce qu'ils en feront, mais qui sont persuadés qu'à l'aide de l'appareil d'Etat comme en Algérie ou avec l'appareil du parti comme à Cuba, à moins que ce soit avec les deux comme dans les démocraties populaires, ils materont les rébellions. Et nous savons bien que cette diminution de la journée de travail que préconise aujourd'hui le parti communiste, deviendrait immédiatement l'arme des trusts, s'il parvenait au pouvoir.

Pourtant, regrouper toutes les revendications éparses autour des trente-cinq heures, pourrait donner au mouvement ouvrier un élément de crédibilité. Des revendications importantes comme la défense de la Sécurité sociale, le remboursement du ticket modérateur par les mutuelles, la réglementation du logement, de son loyer, de ses charges, la sécurité au travail, même si elles touchent le cadre de vie de chacun d'entre nous, apparaissent dans les moments de crise, et à tort d'ailleurs, comme secondaires. Dans l'esprit de chacun, c'est le salaire qui prime et à travers le salaire, c'est les trente-cinq heures, à condition qu'elles soient sans diminution de rémunération, qui peuvent être le commun dénominateur.

La diminution de la journée de travail, en dehors des autres avantages qu'elle peut conférer, concerne d'abord l'homme au travail. Elle fixe les limites de ce travail et par conséquent augmente le temps où l'on peut être soi-même, elle réduit le temps nécessaire accordé pour permettre la vie en société. C'est une revendication à répercussion individuelle sur la vie de chacun avant d'être un avantage pour tous. Et le mouvement ouvrier, le vrai, celui qui a permis de construire les organisations ouvrières et qui a inscrit à la tête des revendications de la journée internationale du Premier Mai la diminution du temps de travail, avait bien compris que les trois-huit étaient la revendication essentielle. Bien sûr, la revendication des trente-cinq heures a d'autres avantages. Elle affirme la solidarité de ceux qui travaillent avec leurs camarades réduits au chômage, même si, plutôt que d'embaucher, les patrons préféreront rationaliser l'entreprise de façon à réduire leurs frais généraux !

Le patronat naturellement refuse la semaine de trente-cinq heures qui augmenterait son prix de revient et diminuerait

son profit. Il n'est pas convaincu de pouvoir se rattraper en jouant sur les prix, une aggravation de la situation économique risquant de ramener une politique d'encadrement et de contrôle ! Le plan Giraudet, enfant bâtarde de tractations multiples, est pour lui un moindre mal ! En échange d'une diminution infime des heures de travail il gagne la possibilité de les répartir en dehors des contraintes définies par la législation sur la journée de huit heures et une élasticité commode pour imposer à son gré les heures supplémentaires.

Les travailleurs ne doivent pas céder aux sirènes du « moindre mal ». Une transformation qui donnerait aux patrons la possibilité d'agencer la présence dans l'entreprise sur le cours de l'année, leur permettrait, au nom de l'intérêt général, de meubler les « blancs » par le recours à une main-d'œuvre complémentaire et circonstancielle, grâce à des dérogations justifiées par l'intérêt de la profession. Le plan Giraudet, s'il était adopté, remettrait en cause l'acquis de trente années de lutte pour la défense de la condition ouvrière dans l'entreprise !

Ce n'est d'ailleurs pas sans raison que juste au moment où le problème de l'emploi se pose avec acuité et risque de créer des remous parmi la population, que la majorité relance la participation, alibi à l'autogestion, née dans le cerveau d'un général éperonné par quelques renégats du socialisme, décidés à faire du « social » pour se faire pardonner leurs reniements. Quelques députés parmi les plus réactionnaires de l'Assemblée nationale, accrochés au fait du prince, ont renoué, mais leurs compères, plus évolués, finiront bien par leur faire comprendre que cet atterrissage est une digue contre les « partageux » qui veulent prendre leurs sous et les bouter hors de leurs entreprises.

Même si les travailleurs ont répondu mollement à l'appel de la CGT, la grève massive conduite par la FEN, le mouvement de la Sécurité sociale dirigé par Force Ouvrière et les manifestations qui les ont clos, la volonté têtue des travailleurs chargés de nettoyer le métro et en lutte pour améliorer leurs salaires de misère qui sont une honte pour la société « économiquement développée et libérale », annoncent un réveil de l'action ouvrière, auquel nous devons être attentifs.

La lutte des travailleurs pour leurs revendications particulières doit s'agencer autour de la lutte pour l'augmentation des salaires et pour les trente-cinq heures, susceptibles de mobiliser les masses ouvrières qui de la crainte vont passer à la colère ! Il est bien connu que les mouvements d'ampleur nationale qui dépassent la revendication et touchent aux structures, passent par l'accumulation de petits mouvements dispersés que les centrales syndicales regardent avec méfiance, mais derrière lesquels elles courent pour ne pas se laisser distancer lorsque la mayonnaise prend.

Nous sommes à ce point d'équilibre et c'est de l'effort de tous les syndicalistes authentiques que dépend l'ampleur des luttes contre la restructuration de la société économique de classes que Monsieur Barre, l'homme du patronat, nous prépare.

Maurice JOYEUX

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.